



« Rejeter ses illusions ET SE PREPARER A LA LUTTE »

Le 11 mars, des millions de travailleurs en grève ont montré que leur colère n'a fait que grandir depuis 10 mois, depuis la braderie de Grenelle et les tentatives désespérées des gaullistes et des révisionnistes pour « l'Ordre et la Réforme ».

Face à la profondeur de la crise du capitalisme français, les révisionnistes sont de plus en plus affolés de voir que la question de la révolution revient à l'ordre du jour. Ils ne peuvent plus se permettre d'utiliser aujourd'hui un vocabulaire pseudo-révolutionnaire car les masses mobilisées dépassent d'elles-mêmes les consignes révisionnistes d'« ordre et de dignité ». Après les manifestations du 11 mars qui, à Paris et dans beaucoup de villes de province, furent le fait de la base plus que des appareils, Séguy calque au plus près sa démarche sur celle de De Gaulle.

Cela mérite qu'on s'y arrête, car, comme le dit le Président Mao Tsé-toung, c'est aux larges masses populaires de « rejeter ses illusions et se préparer à la lutte ». Elles le pourront grâce aux explications de l'avant-garde marxiste-léniniste.

Le discours de De Gaulle au soir du 11 mars est révélateur du processus en cours de fascisation du pouvoir d'Etat. Son chef nous a resservi froid un vieux plat pétainiste, celui de la « grande France », et sur le même ton paternaliste. Cette France est celle des notables de la « régionalisation » et des moutons de la « participation ». On nous ressort l'hydre de « l'anarchie totalitaire » pour faire trembler le bourgeois et justifier ce qui n'est pas dit dans le discours, mais qui est bien plus réel :

— sur le plan intérieur, l'intimidation et la répression par toutes sortes de polices officielles ou privées, dans les usines, les quartiers, les universités et les services publics ;

— sur le plan international, le rapprochement spectaculaire avec l'impérialisme yankee, dirigeant mondial de la réaction et l'alliance avec l'Allemagne revancharde, pourtant bien vorace (« L'Allemagne doit diriger toute l'Europe occidentale » vient de déclarer Strauss, son grand financier).

Face au discours présidentiel, Georges Séguy, le bonze-en-chef de la C.G.T., expliqua lui-même, le 12 mars, la portée qu'il entendait donner à la journée de grève nationale : « La C.G.T. conçoit l'amélioration des conditions de vie et de travail sans compromettre ni la monnaie, ni l'économie, ni la République » avoua-t-il. C'est dire, vite et

bien, que la ligne traîtresse de la C.G.T. consiste, plus que jamais, en pleine crise profonde du capitalisme, à exploiter la colère anti-capitaliste des masses pour « solutionner » pacifiquement la crise. Cela revient à maintenir le capital. Décidément Séguy confirme que « la C.G.T. ne veut pas faire la révolution ».

C'est à la classe ouvrière d'en tirer les enseignements, de rejeter ses illusions sur la C.G.T. et de se préparer à la lutte finale, contre le capitalisme en crise aiguë et contre son rempart ultime, le révisionnisme.

Beaucoup de militants sincères ont, depuis mai 1968, montré le chemin de cette lutte. Non sans fautes. Mais « c'est en forgeant qu'on devient forgeron ». Ils progressent en tirant toujours un bilan critique de leur pratique, afin de toujours mieux servir et être dans les masses, animés de l'enthousiasme et de la patience révolutionnaires. On peut dire aujourd'hui, à la suite du 11 mars, que le mouvement de masse né en mai 1968 s'est déjà enrichi, épuré dans les luttes quotidiennes, et enraciné dans les masses populaires.

Gaullistes et révisionnistes peuvent surenchériser aujourd'hui et déclarer vouloir écraser « le serpent de la pagaille » et les soi-disant « gauchistes ». Pour ce qui est des réels et des pires gauchistes, leur instabilité petite-bourgeoise les perd : c'est d'eux-mêmes qu'ils s'éliminent. Les révolutionnaires, par contre, peuvent tirer de la double répression et de la collusion gaulliste et révisionniste une audience et une trempe nouvelles.

Dès avant le 11 mars, un peu partout en France, c'est la base qui décide. Des équipes de jeunes, et avec eux de moins jeunes militants, de nombreux travailleurs immigrés, apprennent à se passer des centrales révisionnistes et réformistes. Elles comptent sur leurs propres forces, c'est-à-dire sur leur instinctive position de classe et sur l'apprentissage d'une pratique militante correcte. Des dizaines et des dizaines de durs combats révèlent se développent ces jours-ci dans les entreprises de toutes les régions de France comme en témoignent les occupations de lieux de travail. La flicaille patronale et les bonzes syndicaux n'y peuvent rien. Les meilleurs militants ouvriers et étudiants forment déjà une nouvelle génération de combattants, riche des leçons de mai 1968 et de l'esprit de la glorieuse Commune de Paris.

Comme le dit le camarade Charles Massé dans sa déclaration au tribunal de la bourgeoisie (voir page 8) : VIVE LA NOUVELLE PUSSEE REVOLUTIONNAIRE DES MASSES POPULAIRES !

L'empire russe aux abois

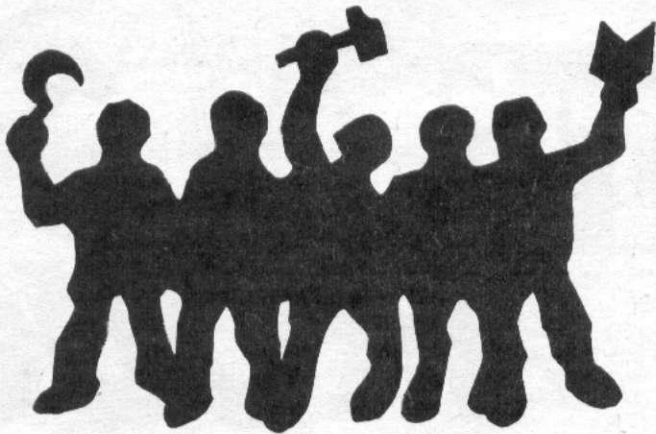
L'intrusion sanglante dans le territoire chinois des forces armées russes, le 2 mars, n'avait pas suffi. Par deux fois, les 14 et 15 mars, les troupes russes ont récidivé et attaqué l'île de Tchenpao. En même temps la clique révisionniste de Moscou a intensifié à l'intérieur de l'Union Soviétique sa propagande antichinoise : continuant à présenter la République Populaire de Chine comme l'agresseur, elle s'efforce de reprendre à son compte le mythe du « péril jaune » de Guillaume II, de créer une psychose de guerre et de préparer les masses soviétiques aux pires aventures militaires. En même temps la clique révisionniste de Moscou a procédé à des démarches diplomatiques auprès de gouvernements occidentaux, dont ceux de Paris, Bonn et Tokyo pour attirer leur attention sur le « danger chinois ».

Les provocations de la clique de Moscou et le développement qu'elle leur donne permettent de tirer trois conclusions. Tout d'abord, si la date choisie pour la première intrusion, coïncidant avec la prétendue « crise de Berlin », n'était assurément pas dûe au hasard il ne s'agit là que d'un aspect secondaire : cette première attaque faisait partie d'un plan beaucoup plus vaste d'agression envers la Chine Populaire, plan qui marque, dans la lutte menée par le révisionnisme contre le bastion du socialisme, le passage à un stade qualificatif nouveau : celui des affrontements armés et des menaces de guerre. Deuxièmement, ce faisant, le révisionnisme russe est conduit à se démasquer de plus en plus : non seulement il a recours à ses blindés pour régler un différend avec un état socialiste, mieux, ses diplomates font appel à la solidarité d'Etats impérialistes ; les révisionnistes n'hésitent plus à montrer dans quel camp ils se rangent : celui de l'impérialisme. Troisièmement, tout se passe comme si Brejnev et ses complices, en reprenant la politique du tsarisme, avaient hérité de ses détroques. On ne peut s'empêcher d'établir une analogie entre les raisons qui poussent actuellement les révisionnistes et celles qui lancèrent les tsars dans les aventures militaires en 1905 et 1914 ; on ne peut s'empêcher de rappeler que ces aventures furent mortelles au tsarisme. Sans doute depuis 1914 bien des choses ont changé. Il n'en reste pas moins que la politique belliciste extérieure de Brejnev et compagnie traduit une incommensurable faillite intérieure, un effort désespéré de détourner les masses soviétiques de leurs vrais problèmes : les insuccès économiques, la résurrection d'une bourgeoisie, les méthodes de domination fascistes de celle-ci. Ajoutons que ces masses ont la nostalgie du socialisme ; que l'adversaire qu'on voudrait leur imposer n'est plus comme en 1905 ou en 1914 un autre impérialisme mais un puissant Etat socialiste, né dans la guerre du peuple et qui la sait invincible. A jouer ce jeu, Brejnev et Kossyguine vont au devant de la défaite et de la révolution. Kossyguine et Brejnev ont déjà un pied dans la tombe qu'ils se sont creusés.

Il est possible qu'il se trouve, pendant un temps, des gens qui ne voient pas clairement la situation, qui se laissent abuser ou même commettent des erreurs. Mais, s'ils veulent vraiment faire la révolution, ils finiront tôt ou tard, au cours de leur pratique révolutionnaire, par rompre avec les révisionnistes et par se ranger du côté des marxistes-léninistes, lorsqu'ils auront compris la situation et découvert le vrai visage du révisionnisme.

MAO TSE-TOUNG.

Une semaine de luttes



LUNDI 10

- La journée nationale du 11 est préparée, à l'initiative de la base, par des débats dans certaines entreprises.
- S.N.C.F. et E.D.F. : premiers arrêts de travail.

MARDI 11

- GREVE NATIONALE DE 24 HEURES, MOUVEMENT SUIVI, AVEC TENTATIVES D'OCCUPATION D'USINE.

MERCREDI 12

- JOB A TOULOUSE : occupation pour augmentation des salaires.
- SOCIÉTÉ METALLURGIQUE A SAINT-JEAN-DE-MUZOLS (ARDECHE) : occupation pour revendications catégorielles.
- SOCIÉTÉ METALLURGIQUE A SAINT-BRIEUC : débrayages pour l'augmentation des salaires.
- SOCIÉTÉ METALLURGIQUE A CAEN : sixième jour de grève pour le maintien des congés payés et l'augmentation des salaires.
- TUILERIES DE MABLY (LOIRE) : non reprise du travail pour augmentation des salaires.
- PILES WONDER A LOUVIERS : non reprise du travail pour augmentation des salaires.
- RAFFINERIE ANTAR A DONGES (LOIRE-ATLANTIQUE) : grève aux pompes.
- RAFFINERIE B.P. A VERNON (EURE) : débrayage.
- EDITIONS MONTSOURIS A PARIS : débrayage contre le rachat de l'entreprise par Hachette.
- CARBONE-LORRAINE A GENNEVILLIERS : débrayage.
- METRO - LIGNE 2 : non reprise du travail.

JEUDI 13

- HACHETTE - DEPOT CENTRAL A PARIS : occupation contre les mesures anti-syndicales et pour l'augmentation des salaires.
- BERLIET A VENISSIEUX : débrayage pour la revalorisation des salaires horaires.
- SAVIEM A BLAINVILLE (CALVADOS) : grève contre les cadences.
- PORT DU NORD : débrayage des dockers pour l'abaissement de l'âge de la retraite et le relèvement de la vignette de Sécurité Sociale.
- SOCIÉTÉ METALLURGIQUE A LIMOGES : débrayage pour les salaires.
- SOCIÉTÉ METALLURGIQUE A WOIPPY (MOSELLE) : débrayage pour les salaires.
- SOCIÉTÉ METALLURGIQUE A SCHIRMECK (BAS-RHIN) : débrayage pour les salaires.
- LABORATOIRE ROBERT ET CARRIERE A SERQUIGNY : troisième jour de grève.
- RINEAU A EVREUX : troisième jour de grève.
- RINEAU A SAINT-NAZAIRE : troisième jour de grève.
- ENSEIGNANTS DU TECHNIQUE : journée nationale d'action et de protestation pour le respect des engagements pris en juin par le gouvernement à leur égard.
- JOINT FRANÇAIS A SAINT-BRIEUC : grève pour l'alignement des salaires sur ceux de Bezons.

VENDREDI 14

- SOCIÉTÉ PARISIENNE ELECTRIQUE AU HAVRE : quatrième jour de grève du département « canalisation ».
- SOCIÉTÉ JAPY-FRANCE : grève de 24 heures pour l'augmentation des salaires et augmentations des frais de déplacements.
- GARE DU MANS : grève.
- POLYMECANIQUE A PANTIN : débrayage pour l'augmentation des salaires.
- MASSEY-FERGUSON A LILLE : débrayage contre le licenciement de 22 ouvriers et contre la mise à pied de 7 délégués. Défilé en ville.
- TRI POSTAL DU MANS : grève pour l'application du règlement intérieur obtenu dans d'autres centres.

SAMEDI 15

- Refus massif de récupérer la journée du mardi, malgré la mobilisation policière contre les piquets de grève comme à RENAULT - SANDOUILLE ET CLEON.
- S.N.C.F. - RESEAU SUD-OUEST : début de la grève des « roulants » pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail (roulement des services).

COMMUNIQUE DE NOTRE CONFRERE

PROVENCE ROUGE

Au cours de la manifestation du 11 mars, au milieu de la Canebière, le service d'ordre du Parti Communiste Français et de la C.G.T. s'est livré à des violences fascistes contre une reporter bénévole de notre journal (par ailleurs militant de la C.G.T. dans son entreprise).

A la tête du commando, le nervi Lanzada a attaqué sauvagement notre reporter, lui arrachant l'appareil photo des mains, et le frappant au visage (1).

Certes, les C.R.S., cantonnés place de la Bourse, n'avaient pas à intervenir, la discipline et l'ordre étaient largement sauvegardés par les « gorilles » de la C.G.T. et du P.C.F.

Partout, en France, le mécontentement des travailleurs se manifestait, aussi fallait-il ouvrir la soupape de sûreté, et par quel moyen ? Par une grève de 24 heures, bien calme et disciplinée, morne.

Les travailleurs marseillais comprennent que les mots d'ordre dégénérés du P.C.F. ne modifieront en rien leur condition.

C'est pourquoi les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. sont devenus les flics du pouvoir, et les chiens de garde de la bourgeoisie.

(1) Rappelons que Lanzada, garde de corps du dirigeant du P.C.F. François Billoix, s'était déjà distingué le 31 décembre 1967, à la tête du commando de permanents révisionnistes qui attaqua à coups de révolver le congrès constitutif du P.C.M.L.F., à Puycricard.

Lors de la manifestation du 13 mai 1968, il fut également parmi ceux qui bastonnèrent sauvagement un groupe de lycéens et de travailleurs étrangers.

Voilà quels sont les hommes et les méthodes du P.C.F., aujourd'hui.

Hachette occupée

Depuis des mois, les travailleurs des dépôts de Paris-XV^e du trust Hachette protestaient contre la hiérarchisation des salaires et des primes, l'extrême découpage des qualifications.

Début février, les dirigeants syndicaux passent un accord avec la Direction, sans en informer préalablement les travailleurs. Cet accord s'aligne, à peu de choses près, sur les positions patronales.

La colère des travailleurs éclate.

Le lundi 10 mars, la base impose la convocation d'une assemblée générale des travailleurs. Cette assemblée précise les revendications : l'échelle mobile, le quatorzième mois, 6 % immédiats d'augmentation des salaires, la retraite à 63 ans. Les travailleurs les plus résolus demandent que soient discutées les formes d'appui à ces revendications. Ils proposent un vote sur la grève et l'occupation. Se sentant débordés, les délégués essaient de dissocier grève et occupation et s'arrangent pour morceler le vote par services. Une majorité de votants se prononce pour la grève.

Le mardi 11, journée nationale, la grève commence. Mais les travailleurs partant à la manifestation centrale, rien n'est organisé pour qu'elle soit effective.

Mercredi, la direction reçoit les syndicats. Devant les altermoiements des délégués, certains grévistes reprennent le travail. Des militants exigent alors des délégués qu'ils réunissent les travailleurs pour envisager une nouvelle forme de soutien aux revendications.

Jeudi : meeting. La Direction refuse toute concession. Les délégués conseillent la prudence. Les travailleurs demandent une suspension des discours et un débat à la base. Au bout d'une heure, la majorité des travailleurs se prononce pour la grève avec occupation immédiate. En fin de journée, une centaine d'employés se propose pour passer la nuit sur les lieux. Affolée, la Direction multiplie les provocations. Trois cars de gardes mobiles viennent boucler le quartier. Dans la soirée, vingt cadres, qui étaient restés à l'intérieur pour « protéger » soi-disant le matériel, ouvrent une porte à un groupe de 15 C.D.R. et barbouzes amenés par un car de police. Ces individus se précipitent,

matraque en main, sur les grévistes. Ils espéraient sans doute une bagarre pour justifier une intervention des flics. Mais les grévistes ne tombent pas dans le piège. Devant leur fermeté, les « katangais » se replient dans un coin du dépôt.

Vendredi matin, les comités d'action du quartier, mobilisés, entreprennent une campagne d'explication par tracts sur le quartier et les usines voisines. Excellent.

Un responsable du P.C.F., affolé, demande si la C.G.T. « a encore la situation en main » dans la grève. Malgré la présence devant le dépôt de nombreux flics, de cadres et autres katangais, les travailleurs d'Hachette rejoignent le piquet de grève. En apprenant ce qui s'est passé pendant la nuit, ils se prononcent à la quasi-unanimité pour la poursuite de la grève. 13 h. : nouveau meeting. Les barbouzes repartent sous les huées. 16 h. : grève totale au moment même où la radio annonce qu'elle est terminée. Les délégués rencontrent la Direction. Après le bâton, celle-ci fait donner la carotte. Elle promet de « veiller » au maintien du pouvoir d'achat de ses employés par l'organisation d'une série de mini-Tilsitt. Mais dans l'immédiat, elle demande une semaine de réflexion pour « étudier ses comptes ». C'est un tollé général chez les travailleurs. Un délégué conseille d'être « réalistes », car les occupations de nuit et de week-end sont, d'après lui, hasardeuses. Il propose de suspendre le mouvement jusqu'au mercredi 19. Les travailleurs refusent et décident de reprendre la grève dès lundi.

Quelques conclusions immédiates, avant un bilan plus détaillé :

— C'est la base, la base seule, qui a provoqué le mouvement. Mais elle est inexpérimentée ;

— Bien qu'immédiatement débordés, les bonzes syndicaux ont encore la possibilité de récupérer le mouvement à l'usage ;

— La répression patronale s'exerce maintenant en collusion ouverte avec le régime policier et la pègre fasciste ;

— La mobilisation réussie du quartier est très importante pour le soutien de la grève. Elle encourage les grévistes. Elle popularise leur lutte et en renforce le caractère exemplaire.

Des militants M.L. des C.A. du XV^e.

LE POUVOIR PART EN GUERRE CONTRE LES CHEMINOTS ET USAGERS

Depuis vingt ans, les gouvernements bourgeois se sont ingéniés à porter atteinte au statut des cheminots. Depuis vingt ans également, ils se sont acharnés à remplacer la notion du chemin de fer, service public, par celle de S.N.C.F., entreprise commerciale.

Du « socialiste » Christian Pineau au gaulliste Chamant, tous les ministres des Transports ont appliqué une politique qui consiste :

— à assurer les bénéfices sans cesse croissants aux monopoles, par le jeu des tarifs-cadeaux et des ristournes ;

— à transformer la S.N.C.F. en vache à lait à l'usage de margoulin de toutes sortes (correspondants, camionneurs agréés, propriétaires de wagons particuliers tels que la S.T.E.F., etc.) ;

— à rogner peu à peu les avantages acquis par les cheminots grâce à leurs luttes passées et contenus dans les statuts de 1911. (Ce dernier point du programme a peu avancé, en raison de la résistance acharnée des travailleurs du rail).

Citons quelques chiffres :

Entre 1938 et 1967, le nombre d'unités de trafic par heure de travail d'agent a augmenté de 194 %, celui de tonnes-kilomètres taxés par wagon en service de 253 %, le nombre moyen de voyageur par train de 151 % !

Dans le même temps, la consommation d'énergie en équivalence charbon par 1 000 unités de trafic diminuait de 79 %, (Guibert, directeur général de la S.N.C.F.).

(Nous ajouterons qu'en 1938, les cheminots faisaient 40 heures par semaine et qu'ils en font maintenant 44 h. 30.)

Les effectifs sont passés de 356.500 en 1965 à 332.000 en 1967 et le nombre total des cheminots auxiliaires compris devrait être, au 31 décembre 1968, de 320.000.

Au cours des prochaines années, ils continueront de diminuer... (Guibert).

(Rappelons qu'ils étaient de 514.000 en 1938.)

Le directeur général écarte d'une phrase les conséquences négatives de ces mesures sur le pan social. Après tout, déclare-t-il en substance, les cheminots n'ont pas à se plaindre. Ils seront mutés, déclassés. Et alors ? Dans le privé, ils seraient licenciés !

4.750 km seront fermés au trafic voyageurs en 1969 et 12.000 d'ici à 1974 (sur 36.000).

Guibert prétend qu'il ne s'agit pas du démantèlement d'un service public. Les habitants des zones rurales concernées savent pourtant quelle énorme différence existe entre la desserte ferroviaire et l'assujettissement aux transports routiers, à leur irrégularité, à leur manque de ponctualité, à leur insuffisance quantitative, etc. Ils ne sont citoyens à part entière que pour payer les impôts, mais qu'importe leurs doléances ?

Parlons plutôt rentabilité, voyons !

Quant aux cheminots des lignes en question, certains seront reconvertis, assure le directeur général, en conducteurs d'autocars. Quant aux autres, comme dit l'aveugle, nous verrons !

Productivité accrue, salaires de plus en plus en retard sur ceux des autres services publics, compression continue des effectifs. Voilà pour les cheminots.

Suppression des lignes d'intérêt public sous prétexte de rentabilité, augmentation des tarifs voyageurs et des tarifs marchandises « détail » et « petits colis », voilà pour les petits usagers.

Mais, cadeaux aux monopoles, utilisateurs, abandon d'une part croissante du trafic aux compagnies routières, aux agences de voyage et autres entreprises privées « rentables ». Grâce aux salaires de misère et aux conditions de travail inouïes qu'elles imposent à leurs salariés, voilà pour les capitalistes !

Cette politique anti-sociale et liquidatrice, seule l'action unie des travailleurs du rail et des usagers pourra la mettre en échec.

Les organisations syndicales, soucieuses de ne pas causer de réelles difficultés au pouvoir et les notables des régions touchées, prodiguent surtout de belles paroles, ne risquent pas d'être les éléments-moteurs de cette action unie.

Cheminots, usagers, ne laissons pas le pouvoir des monopoles démanteler le service public que constitue le chemin de fer. Créons partout où c'est nécessaire des comités d'action contre les fermetures de lignes afin d'engager la lutte sans attendre qu'il soit trop tard !

RENAULT (Le Mans) - 2^e partie

“ Comment les révisionnistes se démasquent ”

Les travailleurs du G.G., bâtiment de montage des trains avant et arrière R.4, R.6, R.16, ont repris le travail. Qu'elles étaient leurs revendications ?

1) Suppression des cotations de postes made-in-U.S.A. : c'est la machine qui paie l'homme. Pas de rémunération en-dessous de 139 points pour les chaînes de montage, et 134 points pour la préparation.

2) Maintien de la prime de nuisance.

3) Paiement des jours de grève.

La tactique de sabotage des révisionnistes C.G.T. et de leurs complices les réformistes C.F.D.T. a consisté à informer avec un retard de 3 jours l'ensemble des travailleurs de l'usine, de la grève ; et de crier à la provocation de la direction pour en arriver au mot d'ordre « surtout pas d'extension de la grève ».

Le 4 mars 1969, deux tracts nous sont distribués, 1 C.G.T., 1 C.F.D.T., nous rendant compte des négociations. La direction refuse satisfaire l'essentiel des revendications.

Les révisionnistes avaient à choisir entre deux solutions :

1) Ou continuer à faire patienter l'ensemble des travailleurs comme il l'avait déjà fait : « Nous pensons qu'il n'est pas encore temps et que l'essentiel actuellement c'est de soutenir moralement les gars du G.G. ». « Ce n'est pas la peine d'étendre le mouvement puisque 326 gars suffisent pour que une revendication posée depuis des années aboutisse ». Les travailleurs acceptaient ce fait car les révisionnistes promettaient toujours que si satisfaction n'était pas donnée ils appelleraient à la grève générale.

2) Faire croire aux travailleurs qu'il ne faut pas aller à l'aventure ! C'est cette solution qui a été choisie. Deux tracts sont distribués sous le mot d'ordre : « la direction provoque, gardons notre sang-froid ». Habilement ces tracts présentent la lutte comme étant celle du G.G. uniquement. Voilà ce qu'on peut y lire : « Dans l'immédiat la situation n'est pas fondamentalement changée, la C.G.T. estime que la grève du G.G. est efficace et doit continuer dans sa forme actuelle. La direction tente de provoquer la généralisation immédiate de la grève dans toute l'usine... Notre syndicat estime que le personnel doit se garder de tomber dans ce piège... C'est clair, nous voilà au mot d'ordre « surtout pas d'élargissement de la grève ». Cette manœuvre n'a pas mal réussi et l'ensemble des travailleurs s'y sont laissés prendre.

LE DEMENTI AUX REVISIONNISTES

Cette manœuvre de diversion aurait fait long feu si la direction grisée par son succès, ne s'était pas précipitée le dimanche chez les travailleurs pour les faire reprendre le boulot et surtout si le lundi elle n'avait pas voulu jouer à la « Citroën » en séquestrant les travailleurs dans les ateliers même pour manger. Les faits démentaient donc les mensonges des révisionnistes. La direction avait bel et bien besoin des travailleurs du G.G. et le plus vite.

LE RETOUR DE MANIVELLE

La séquestration a été la goutte qui a fait déborder le vase et là, ni les révisionnistes ni les réformistes n'ont pu empêcher que quelques coups de savates soient distribués aux « cadres supérieurs ».

Le soir même il y avait réunion avec les syndicats. Le lendemain vote à bulletin secret. Dans le précédent numéro il est dit comment s'est passé ce vote.

LE CYNISME DES REVISIONNISTES

Voilà le texte intégral du tract qui a lui seul montre le vrai visage de ces traités :

« Ce matin à 11 h la C.G.T. soucieuse de trouver une solution positive au conflit du G.G. tentait une ultime démarche auprès de la direction. Henry Beaumont, responsable de la branche automobile pour la C.G.T., décidait de téléphoner à M. Dreyfus. C'est M. Reber, adjoint de M. Dreyfus qui lui répondit ; Henri Beaumont fit une ultime proposition à M. Reber : « Payez intégralement la prime trimestrielle, faites que s'engagent rapidement des négociations pour revoir l'ensemble du problème des cotations de poste et nous pensons que le personnel reprendra le travail ».

10 mn plus tard, M. Reber transmettait la réponse à Henri Beaumont :

« La direction s'engage à donner satisfaction sur ces deux points si le travail reprend normalement. »

Ainsi se trouve solutionné un conflit qui aura duré près d'une semaine et demie.

Avec ce qu'ils avaient obtenus hier soir, l'essentiel des revendications du personnel du G.G. se trouve satisfait.

Il s'agit d'une VICTOIRE TRES IMPORTANTE remportée dans des conditions très difficiles ».

Les révisionnistes parlent de victoires alors qu'aucune des trois revendications essentielles n'est satisfaite. Ils avancent qu'ils se sont contentés de promesse « la direction s'engage à... ».

QUE VALENT LES PROMESSES

Le lendemain de la reprise du travail la direction « informe le personnel » par une lettre à chacun des ouvriers dont voici le contenu : « contrairement à une information syndicale donnée mardi je tiens à préciser que le projet de protocole par lequel la direction s'engageait à examiner avec les organisations syndicales l'amélioration des conditions de rémunération du personnel pour le 1^{er} juin 1969 n'existe plus. On peut toutefois préciser que le problème de la cotation de poste sera examiné d'ici quelques mois », ça se passe de commentaire et c'est une première preuve que les traités révisionnistes et réformistes ont mentis effrontément, mais ce n'est pas tout.

LA DIRECTION QUI CROIT DIVISER LES TRAVAILLEURS LEUR DONNE DES ARMES POUR QU'ILS S'UNISSENT

Dans la même « information au person-

nel » citée ci-dessus la direction sûre de sa victoire et ayant compris que les traités marchaient à la baguette de Waldeck et de Ségué qui pour l'instant préparent le référendum, attaque les syndicats et dévoilent la trahison. Elle a deux buts en tête :

1) Faire croire que le syndicat du point de vue même des travailleurs ne vaut rien.

2) Diviser les travailleurs.

Ce sera le contraire qui se produira quand une majorité de travailleurs sera certaine de la trahison, ils prendront le syndicat en main eux-mêmes ou alors en créeront un autre. Voilà les dessous que révèle la direction.

« à 10 h 45 les ouvriers reprennent le travail à la demande des syndicats ».

« à 11 h 30 la direction décide comme mesure d'apaisement des esprits que la prime de mars serait payée sans minorations aux grévistes. C'est la seule concession qui sera faite et elle l'a été après la reprise du travail. Les événements que nous avons vécu pendant une semaine sont donc, je l'espère, terminés, ils m'amènent à vous donner le fruit de mes réflexions :

a) les ouvriers en grève me semblent avoir été pendant toute la durée du conflit le jouet des organisations syndicales ;

b) en effet ceux-ci les ont invités à différentes reprises à continuer la grève le jeudi 27, soit en ne les informant pas réellement, soit en ne les consultant pas réellement, soit en prenant position à leur place ;

c) par contre lorsque les organisations syndicales l'ont décidé, ils ont fait reprendre le travail au personnel du bâtiment G.G. dans des conditions moins avantageuses que la semaine dernière ».

BILLAUD.

Passons sur la démagogie de la déclaration de la direction qui tout en étant un loup veut se faire passer pour un agneau.

Il n'en reste pas moins que les révisionnistes, ont été manipulés comme une orange qu'on jette après en avoir extrait le jus. Car la direction n'aurait jamais pu se permettre d'écrire ça si elle n'avait pas su auparavant que la lutte était brisée.

Nous pourrions tirer d'autres enseignements, par exemple le fait que les syndicats ont poussés les gars du G.G. à continuer la grève le jeudi, les révisionnistes voulant gagner une semaine car ils savent que la deuxième semaine les ouvriers flottants sont acquis pour la reprise, en plus aux yeux de l'ensemble des travailleurs il faut sauver la face. Ils se sont trompés dans leurs calculs, effectivement le lundi il y avait presque la moitié qui voulait reprendre, mais pour les autres il n'en était pas question.

Cette trahison de la lutte du G.G. a beaucoup d'importance pour Renault-Le Mans, car jusqu'à présent les révisionnistes ne s'étaient jamais démasqués, mais il ne faut pas exagérer la portée de cette trahison et en conclure qu'au Mans, les C.A. ou commissions ouvrières vont fleurir, la lutte contre le révisionnisme est dur. C'est 20 ou 30 ans de trahisons et de mensonges qu'il faut vaincre. Il est un enseignement important qui est apparu dans cette lutte, la détermination des jeunes travailleurs. Ce sont eux qui ont lancé le mouvement qui ont votés contre la reprise, qui ont criés trahison aux révisionnistes. Cela confirme d'une manière éclatante la thèse du président Mao Tsé-toung :

« les jeunes constituent la force la plus active, la plus dynamique de notre société. Ils sont les plus ardents à l'étude, les moins attachés aux idées conservatrices, et il en est ainsi notamment à l'époque du socialisme. Nous souhaitons que toutes les organisations du parti, de concert avec les organisations des ligues de la jeunesse, étudient avec soin les moyens de faire pleinement valoir la force des jeunes, qu'elles se gardent de négliger leur caractéristiques en les traitants comme les autres. Naturellement les jeunes doivent apprendre auprès des vieux et des adultes et s'assurer autant que possible de leur accord avant d'entreprendre toute activité utile ».

Correspondant H. R.

PEUGEOT (Sochaux)

Le départ de la grève

LUNDI 3 : tracts distribués, écrits à la main ou tapés à la machine à l'initiative de jeunes ouvriers de la « carrosserie ».

La C.G.T. et la C.F.D.T. affolées proposent une demi-heure de grève et comme revendications : 0,25 F de l'heure en plus et légalisation des primes de suggestions.

Or les ouvriers se battent bien sûr pour les salaires mais surtout contre les cadences infernales : de 240 voitures par chaîne on est passé à 300.

MARDI 4 : toujours poussés par la base, les syndicats proposent 2 h 1/2 de débrayage.

MERCREDI 5 : ils sont contraints d'annoncer une journée de grève.

Ce qu'ont dit la presse et la radio : « Une dizaine de grévistes bloque la chaîne, quelques centaines de grévistes paralysent l'usine ».

Qu'elle a été la réalité : l'atelier de carrosserie a débrayé le premier (il compte 6.000 ouvriers), suivi rapidement par l'atelier d'emboutissage (7.000 ouvriers), puis par l'ensemble de l'usine à un degré moindre de combativité (25.000 ouvriers).

La direction, appuyée par la presse et la radio, a voulu réprimer :

- par le licenciement de 7 ouvriers ;
- par le lock-out de 3.000 ouvriers (sous prétexte de manque de travail ;
- en entamant une procédure contre les « agitateurs saboteurs à l'origine de la grève ».

Mais les ouvriers de Sochaux, qui ont été à la pointe du combat en mai, ne se laisseront pas faire. Comme leurs camarades du Mans, ils ont sérieusement repris l'initiative à la base.

P. et T. Montparnasse

Les PTT n'embauchent pas suffisamment de personnel pour écouler le trafic. Pour remédier à ceci ils proposent aux employés des califs aux heures de pointe.

Les jeunes, en particulier, qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts se laissent séduire par cette perspective.

Evidemment, à la mi-mois, ils ont le plaisir de passer à la caisse percevoir un petit supplément. Mais ils laissent à la boîte une partie de leur santé et sacrifient aussi une partie de leurs loisirs. Ils deviennent à plus ou moins courte échéance des clients pour les sanas et les maisons de repos.

Si l'administration ne nous fait travailler qu'un certain nombre d'heures par semaine, c'est que nous le lui avons imposé par nos luttes. Nous devons veiller à maintenir ces horaires et même à les faire diminuer. A ce propos, n'est-il pas inadmissible de voir des délégués syndicaux faire un nombre incroyable d'heures de calif dans un mois.

Dans certains bureaux, notamment les centraux d'arrondissement, des services entiers sont assurés par des califs. Il s'en suit que de nombreuses créations d'emplois sont supprimés. De jeunes postulants reçus au concours attendent un an et plus pour être nommés et deviennent des chômeurs avant d'avoir commencé à travailler.

Une seule solution : un salaire décent qui nous permettra de vivre décemment sans faire de travail supplémentaire, et l'administration sera ainsi obligée d'embaucher du personnel.

(extrait de la « Dépêche Rouge » n° 11)

L'HUMANITÉ ROUGE

Boîte postale 134 Paris 20

HEBDOMADAIRE d'informations et d'études

**MARXISTE
LENINISTE**



**au service des luttes
des ouvriers, paysans
et intellectuels**

TOUS LES JEUDIS
tous les kiosques et dépositaires

I F.

Organisez le collage de cette affiche (envoi sur demande) pour faire connaître notre journal.

Envoyez-nous vos publications locales et des articles (échos, bilans, analyses) pour qu'il puisse s'enrichir sans cesse.

Soutenez-le financièrement pour qu'il puisse continuer à paraître.

Études Marxistes-Léninistes dans les Entreprises

VERS UN SYNDICAT DE LUTTE DE CLASSE

Première partie. — « Les deux armes de la classe ouvrière : Parti et Syndicat »



Dans la société moderne, il y a deux classes qui sont décisives : la bourgeoisie et le prolétariat. La première détient les moyens de production, les usines, les terres, les banques, les mines, les chemins de fer et toutes les richesses, avec l'Etat et son appareil répressif pour le défendre; le prolétariat détient la force de production et le travail.

Tout ce qu'il y a de mieux dans la société est produit par les ouvriers qui travaillent ensemble, embrigadés par des gardes-chiourmes, pour enrichir une poignée.

Ici, déjà on voit une contradiction flagrante : à travail social correspond capital individuel.

C'est à cette contradiction qu'il faut mettre un point final parce qu'à travail social doit correspondre le socialisme, qui pose comme loi : qui travaille mange, qui ne travaille pas ne mange pas.

Autour de ces deux classes principales, bourgeoisie et prolétariat, gravitent la moyenne et la petite bourgeoisie, les paysans pauvres et les paysans aisés. Les paysans pauvres ou semi-prolétariat, étant donné leur place dans la production, sont les alliés du prolétariat sans lesquels il lui est impossible de prendre le pouvoir. La petite bourgeoisie est une classe condamnée à mort par le grand capital, et beaucoup de ses membres viennent grossir les rangs du prolétariat, en y apportant aussi son idéologie réformiste et opportuniste, tantôt de droite, tantôt de gauche.

Les étudiants et intellectuels révolutionnaires ce sont des éléments de la petite bourgeoisie (le plus souvent) qui n'ont donc pas d'origine de classe prolétarienne, mais qui pour un certain nombre d'entre eux, viennent idéologiquement aux côtés du prolétariat avec la théorie, mais sans la pratique. Pour acquérir l'idéologie prolétarienne, ils doivent se rééduquer auprès des travailleurs, perdre leurs défauts petits-bourgeois et devenir des révolutionnaires prolétariens.

Le prolétariat ne pourra jamais se délivrer de l'exploitation de l'homme par l'homme et atteindre le socialisme sans engager la lutte de classe non seulement sur le plan économique et politique, mais aussi sur le plan idéologique. Le prolétariat pour devenir classe dirigeante du pays ne doit pas se limiter à prendre le pouvoir politique, mais doit absolument prendre le pouvoir culturel, diriger les journaux, les moyens d'information, les écoles et les universités. C'est extrêmement clair : la bourgeoisie se sert de ses moyens culturels pour créer des cadres pour exploiter le peuple. Après la prise du pouvoir politique, les communistes devront balayer la culture bourgeoise et la remplacer par la culture prolétarienne ; la pratique du travail accompagnée par la théorie scientifique, pour faire de nos fils des cadres du socialisme qui n'aient ni égoïsme, ni orgueil, et ne méprisent pas le travail manuel.

Donc, la vie de la société est dominée par la lutte de classe, la lutte entre le nouveau et le vieux, la lutte entre la réaction et la révolution, la lutte entre l'exploitation, l'égoïsme et l'esprit communiste.

Mais la lutte du prolétariat comporte plusieurs formes : grèves, manifestations, meetings, sabotage, etc..., cependant toutes ces formes ne peuvent pas être décisives. Le camarade Staline dit : « Il est impossible d'abattre le capitalisme uniquement par la grève générale ». Elle peut seulement préparer certaines conditions pour atteindre ce but. En quoi consiste donc le moyen par lequel le prolétariat détruira l'Etat capitaliste et instaurera sa dictature ?

Le seul moyen, c'est la révolution armée.

La lutte de classe du prolétariat compte deux phases : une phase défensive, marquée par des grèves, meetings, sabotages, etc..., qui prépare les ouvriers, et une phase offensive, la révolution armée, le soulèvement armé de tout le prolétariat, des paysans pauvres et des étudiants révolutionnaires, qui ouvre la voie à une guerre populaire prolongée.

Pour mener à bien ces deux opérations, il faut que le prolétariat soit organisé, uni. Sans organisation révolutionnaire, où les ouvriers doivent être majoritaires, aussi bien comme militants que comme dirigeants (ceci pour vaincre toute bureaucratie), le prolétariat ne pourra jamais vaincre le capitalisme.

Une certaine partie de la petite bourgeoisie française active au mois de mai, renie par crainte de la bureaucratie toute

organisation, et se réclamant de la Démocratie pure, veut désarmer la classe ouvrière de son organisation. La classe ouvrière doit combattre une classe structurée, organisée, disciplinée ; elle doit donc être elle-même structurée, organisée, disciplinée, politiquement. La discipline politique, cela implique la formation des ouvriers, cela veut donc dire que petit à petit les travailleurs doivent connaître le mécanisme de l'exploitation et le combattre sans aventurisme.

Il faudrait rappeler à ces messieurs qui se réclament de la Démocratie pure, que la Démocratie pure n'existe pas, qu'il existe seulement une démocratie de classe. Le prolétariat est très conscient que sans organisation, une organisation révolutionnaire qui naît à la base de la classe ouvrière, il ne pourra jamais détruire le capitalisme. La leçon qu'il a tirée de Mai, c'est qu'il n'emportera la victoire que s'il est uni, organisé dans un parti communiste régi par le centralisme qui impulse la lutte idéologique de la base jusqu'au sommet, le centralisme démocratique, dans un parti communiste dirigé effectivement par les travailleurs liés à la production et aux masses.

Quelles sont les formes d'organisation du prolétariat ? Le syndicat et le Parti.

Le camarade Staline dit à propos du syndicat : « Il voue à l'oubli les intérêts généraux du prolétariat au profit des intérêts professionnels, et portent par là un grand préjudice au prolétariat ».

Il y a là apparemment une contradiction : le syndicat est traditionnellement considéré comme une organisation qui défend les travailleurs contre les capitalistes, et donc va dans le sens de la révolution.

Cela est juste : le syndicat est nécessaire parce que c'est un organisme qui lutte pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. Le prolétariat a toujours le droit de vivre mieux dans le cadre du capitalisme, et pour cela il doit lutter. D'autre part, le syndicat permet de regrouper sur des revendications économiques une masse de travailleurs bien plus importante que l'avant-garde qui elle est regroupé au sein du parti. Cette organisation de masse permet d'accumuler des forces progressistes qui se rangeront, le moment venu, aux côtés du Parti Communiste pour faire la révolution. Militier dans le syndicat permet aussi d'élever la conscience de classe des travailleurs, c'est aussi pourquoi le syndicat est une organisation qui va dans le sens de la révolution.

Mais il faut bien savoir que si chaque lutte menée victorieusement par les travailleurs sur le plan économique porte un nouveau coup sévère aux capitalistes, cela n'est pas suffisant. Si chaque grève, chaque manifestation, chaque débrayage sert la révolution en permettant, par des démonstrations de masse, de regrouper de nouveaux militants et de montrer à tous que le prolétariat est et reste la force dirigeante de la révolution, tout cela n'est pas encore suffisant pour abattre le régime capitaliste.

C'est là que se trouve la contradiction : tous les ouvriers savent qu'après les augmentations viennent la hausse des prix et le blocage des salaires, qu'il ne suffit pas de lutter pour des avantages économiques, mais pour en finir pour toujours avec le capitalisme. Et ça n'est pas le rôle du syndicat.

C'est pourquoi le syndicat peut être dangereux s'il laisse se développer chez les ouvriers l'idée que des réformes suffisent, après tout. C'est là le danger d'un syndicat tel que la C.G.T.

Un autre danger du syndicat c'est de laisser croire aux travailleurs que la révolution se fera en poussant toujours plus loin la lutte économique : c'est ce que Staline appelle « vouer à l'oubli les intérêts généraux du prolétariat ». Lénine explique dans « QUE FAIRE ? » que les communistes « dirigent la lutte de classe non seulement pour obtenir des conditions avantageuses dans la vente de la force de travail, mais aussi pour l'abolition de l'ordre social qui oblige les non-possédants à se vendre aux riches ». La prise de pouvoir ne nécessite pas seulement de la part des communistes l'agitation sur les thèmes de lutte économique, mais la propagande sur tous les fronts de la lutte de classe : la lutte économique n'est pas le seul moyen pour entraîner les masses dans la lutte politique active. L'éducation politique des travailleurs ne découle pas de l'expérience répétée de luttes économiques, mais, comme le dit Lénine, de « révélations

concrètes » sur chaque manifestation concrète de l'oppression capitaliste — économique, politique et idéologique. Croire cela c'est tomber dans le danger que dénonce Lénine sous le nom d'économisme ou de spontanisme.

La conscience ouvrière explique Lénine, est spontanément réformiste : c'est pourquoi le syndicat s'il n'a pas une ferme direction communiste, risque de vouer à l'oubli les intérêts généraux du prolétariat, et de le faire de façon définitive.

La contradiction qui existe donc dans la nature même du syndicat ne sera résolue que si la direction politique en est prise par le Parti Communiste. C'est le seul moyen pour qu'il ne tombe pas dans le réformisme, ou que ses militants ne tombent pas dans l'économisme ou le spontanisme.

Ici en France, les deux conditions sont remplies : existe la C.G.T. et existe le P.C.F. Mais le P.C.F. n'est plus révolutionnaire, et a abandonné la lutte de classe, prêchant la non-violence, la démocratie pure, les bienfaits du parlementarisme et la coexistence pacifique. Or, il est impossible pour les exploités de vivre démocratiquement avec leurs exploités ; la lutte de classe est la lutte où l'un doit disparaître pour toujours. De plus, on a vu clairement au mois de mai, le P.C.F. a tout fait pour enfermer le mouvement de masse dans le cadre des revendications économiques, et pour éviter l'élévation du niveau de conscience des travailleurs. Il est clair qu'avec un parti qui a adopté une théorie réformiste en se réclamant de Marx, Lénine et Engels pour mieux les trahir, le syndicat qui par sa nature est déjà porté au réformisme, ne défend plus les intérêts véritables des travailleurs.

Le prolétariat français a compris qu'avec le P.C.F. il ne pourrait jamais détruire le capitalisme. Et certains militants de la classe ouvrière, en approfondissant l'analyse jusqu'au bout, ont tiré des leçons et ont créé un nouveau parti, qui lutte à la

fois contre le capitalisme et le révisionnisme, tous deux ennemis de la classe ouvrière ; car si le capitalisme réprime, étouffe les ouvriers, le révisionnisme les trompe et les détourne de la voie claire de la révolution et du socialisme.

Créer le parti, cela ne suffit pas, il faut l'implanter dans la classe ouvrière, il faut qu'il fasse ses preuves. Le parti doit travailler avec les ouvriers, les écouter, les politiser, et à travers ce qu'ils disent déterminer la tactique qui confirme la stratégie. Ce parti doit être :

1) le parti de l'avant-garde de la classe ouvrière parce que seul le prolétariat et aucune classe à sa place peut diriger la révolution.

2) ce parti doit être révolutionnaire, c'est-à-dire combattre durement le capitalisme et le révisionnisme.

3) ce parti, dit encore le camarade Staline « doit être international, dont les portes seraient ouvertes devant chaque prolétaire conscient ». L'internationalisme est la caractéristique la plus profonde de la classe ouvrière, tandis que le nationalisme sert encore une fois l'individualisme bourgeois, car la libération des travailleurs de l'exploitation est une question sociale et pas du tout nationale. La lutte de libération d'un peuple opprimé par l'impérialisme a cependant un caractère national et progressiste.

Si la condition essentielle de la révolution est créée avec la création d'un nouveau parti, il faut créer la deuxième : il faut créer partout où le parti est bien implanté, un syndicat qui donne un contenu politique aux luttes économiques des travailleurs, un syndicat qui ne se limite pas à donner des ordres mais sait écouter ce que veulent les ouvriers, et qui soit animé du désir réel de défendre et de soutenir ses frères de classe, et de les préparer pour la révolution.

(Extrait de « Combat ouvrier - Interentreprises », Conseil ouvrier de Paris-Sud-Ouest.)

Montreuil : DES OUVRIERES DE CHEZ GRANDIN DRESSENT UN BILAN

LA SITUATION ACTUELLE ET LES TACHES DU COMITE DE BASE

Pour savoir ce que nous devons faire et pour bien le faire, il faut savoir où nous en sommes ; et pour savoir où nous en sommes il faut voir le chemin que nous avons déjà parcouru.

1. *Le chemin parcouru depuis septembre 68.*

Au départ nous étions peu, sans expérience et ignorés de la masse des ouvriers. Les grandes luttes de Mai avaient été, pour nous ainsi que pour quelques millions de travailleurs en France, l'éclair qui illumine l'horizon. Avant Mai, le mouvement ouvrier piétinait, les perspectives d'émancipation du peuple français étaient brumeuses. Avec Mai, c'est le réveil du mouvement ouvrier provoqué par l'étincelle du mouvement étudiant.

Les conséquences sont d'importance : ouvriers et étudiants unis sur le haut du pavé retrouvent leur place naturelle pour se faire entendre, on comprend, par le sabotage criminel de nos luttes, que le P.C.F. et la C.G.T. en qui on avait légitimement confiance n'ont plus le droit de parler en notre nom — leurs dirigeants définitivement coupés de la masse des travailleurs ont sombré dans le crétinisme parlementaire et le réformisme, aussi le fait qu'ils parlent au nom des travailleurs est devenu l'obstacle majeur à nos luttes ; leurs paroles démobilisent la masse des travailleurs, leurs paroles désorganisent la masse des travailleurs, leurs paroles entraînent la masse des travailleurs à l'inaction, leurs paroles nous laissent pieds et poings liés sous le joug des patrons et de leur pouvoir, en bref leurs paroles sont celles de la bourgeoisie camouflée derrière le drapeau rouge.

Aussi pour nous la tâche était claire : réorganiser les ouvrières pour leur redonner confiance. Réorganiser c'était organiser l'unité des ouvrières à la base et dans l'action pour la lutte classe ouvrière contre bourgeoisie. Le moteur pour une réorganisation solide ne pouvait être que l'action.

Pour nous se présentait une première difficulté : une action pour ne pas être une aventure exige un minimum d'organisation et de liaison et ce minimum nous ne le possédions pas vu l'état de désorganisation où le P.C.F. et la C.G.T. avaient amené la masse des ouvrières de Grandin et vu notre isolement au départ. Aussi pour accomplir notre tâche de réorganisation il fallait dans une première étape faire le minimum nécessaire de lutte idéologique pour pouvoir passer à l'action sans entraîner les ouvrières à la catastrophe. Il fallait de plus ne pas traîner dans cette étape car seule l'action permet de réorganiser solidement.

Aussi la première étape était : regrouper toutes les ouvrières décidées à participer à la création du comité de base par la parole, sans que les ouvrières aient de raisons de dire : « tout cela, ce ne sont que des paroles ». Durant cette étape qu'avons-nous fait ? Tout d'abord nous avons lancé un appel à la création du comité de base début décembre. Par nos propositions, nous disions franchement et ouvertement que nous étions des communistes, des communistes opposés à la trahison du P.C.F., reconnaissant pour grands dirigeants Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung. Regroupant quelques ouvriers et ouvrières en plus, nous avons alors dénoncé l'exploitation de Grandin et la trahison de la C.G.T. (ca-

La Question du Logement

« LA QUESTION DU LOGEMENT

est pour les travailleurs aussi importante que celle des salaires », ANDRE MARTY.

Ici comme ailleurs, l'Etat bourgeois favorise sa classe en construisant des logements de luxe, inaccessibles aux salaires de misère des travailleurs; (exemple à Tours : les rives du Cher), en « négligeant » de construire des logements sociaux.

Les travailleurs n'ont d'intérêt aux yeux des capitalistes que par les profits qu'ils peuvent leur procurer :

— Sur le lieu du travail : cadences infernales, salaires le plus bas possible.

— Des conditions de vie suffisantes pour reproduire souvent sa force de travail, (logements à peine décentes, et dans bien des cas insalubres, mais toujours aux loyers exorbitants).

Mais pourquoi la crise du logement ?

1) L'exode rural : la pénétration chaque jour plus grande du grand Capital dans l'agriculture ruine les petits paysans qui n'ont plus comme seul recours d'aller chercher du travail à la ville.

Et le plan Mansholt (marché commun) prévoit la disparition dans les dix ans de la moitié des petites exploitations ! Le problème ne va donc que s'aggraver.

2) Construction d'immeubles de luxe, plus importante que celle d'H.L.M. Pour Chalandon, (Ministre de l'équipement et du logement — Vie Française du 20 décembre 1968) :

« Le programme annuel est de l'ordre de 450 000 logements dont à peu près 180 000 logements H.L.M. et 270 000 logements autres que des H.L.M. ».

C'est-à-dire que dans les projets du gouvernement, la priorité n'est pas donnée aux logements pour les travailleurs; de plus les loyers H.L.M. sont en général si élevés que seules les familles nombreuses peuvent en bénéficier étant donné les allocations du logement et familiales.

3) Hausse du coût de la construction.

- + spéculation sur les terrains;
+ taxation sur les prix de vente des terrains, d'où diminution de l'offre.
+ hausse des prix des matériaux.

C'est-à-dire :
+ hausse des loyers.
+ les travailleurs qui pouvaient faire construire ne le peuvent plus du fait de cette hausse et aussi l'instabilité de l'emploi.

Ainsi la crise du logement provient de la nature de la société capitaliste.

dences, primes, qualifications). Puis nous avons alerté les ouvrières sur la menace de licenciements collectifs du début janvier. Enfin nous avons insisté à plusieurs reprises sur la nécessité de l'organisation.

C'est alors que la C.G.T., lors de sa « journée nationale d'actions », journée bidon du 12 février, brilla tellement par sa passivité à Grandin, que nous avons créé le Comité de Base. En effet, on pouvait considérer la première étape achevée pour trois raisons : la majorité des ouvrières comprenait que l'inorganisation entraîne l'inaction, le groupe avait les idées suffisamment claires pour commencer à passer à l'action et avait une liaison suffisante avec la masse des ouvrières pour commencer à les mobiliser, retarder la création du Comité de Base ferait supporter inutilement l'inorganisation à la majorité des ouvrières.

A ce moment, pour l'essentiel, la lutte idéologique avait été menée à bien. La mise à pied de 24 ouvrières et ouvriers le 19 février, notre appel à la grève, la grève de toute une chaîne, les leçons que nous en avons tirées (en particulier notre autocritique à propos d'une erreur tactique) a confirmé politiquement la constitution du Comité. Les ouvrières lisent plus attentivement nos tracts, les ouvrières nous interrogent sur le Comité de Base. Voilà le chemin parcouru.

2. La situation actuelle et nos tâches. Maintenant nous pouvons envisager sans crainte l'action contre Grandin et contre les obstacles que mettront inévitablement devant nous les traîtres à la classe ouvrière aussi bien à l'intérieur de l'usine qu'à l'extérieur (la déviation de la défense des 24 ouvrières et ouvriers en est une première manifestation). Pour cela nous devons profiter de toutes les conditions favorables de lutte. La C.G.T. par son « arrêt national du travail » du 11 mars nous offre une occasion. Ils veulent nous faire cautionner leurs

« Dans une telle société, la crise du logement n'est pas un hasard, c'est une institution nécessaire ».

F. Engels (la question du logement).

Loin de vouloir résoudre cette crise, les capitalistes s'en servent pour accentuer leur oppression sur les travailleurs :

1) En divisant là aussi, travailleurs français et travailleurs émigrés. A la Cité des Sables à La Riche, « on » a isolé pratiquement les travailleurs étrangers du reste de la population, et n'oublions pas les bidonvilles de la banlieue parisienne, de la Cayolle à Marseille...

2) Les patrons « logent leurs » ouvriers pour mieux les enchaîner à l'usine (que ce soit l'industrie privée ou nationalisée : ex. cités S.N.C.F.).

C'est la suppression de la propriété privée (qui entraîne la spéculation...), c'est-à-dire la Révolution socialiste qui créera les meilleures conditions pour la solution du problème du logement.

Mais on peut prendre dès aujourd'hui des mesures qui allégeraient considérablement la crise du logement :

1) Priorité absolue à la construction d'immeubles destinés à la location et non

pas à la vente par appartements; les loyers devant être fonction des salaires.

2) Réquisition d'immeubles et d'appartements vacants.

3) Rénovation des vieilles maisons.

Citons pour exemple ce qui fut fait à Bourges le 7 septembre 1954. Profitant de ce que la police était mobilisée pour une manifestation officielle, le comité des mal logés a installé 20 familles entassées dans des taudis ou menacées d'expulsion dans des logements vides et dans des baraques inoccupées. La méthode est très bonne ! Car ce n'est pas le dépôt de propositions de lois qui peuvent permettre d'obtenir ces mesures.

Nous dénonçons les révisionnistes, les sociaux-démocrates, tous les réactionnaires qui n'abordent le problème du logement que lors des périodes électorales.

Nous nous engageons, nous communistes, à déclencher des actions de masse pour améliorer la situation du logement.

Comité de soutien à Touraine Rouge des Halles.

(Extrait de la « Touraine Rouge » n° 9).

UNE « AFFICHE ROUGE » A NANCY :

Les patrons, les bourgeois sont des voleurs, des buveurs de sang, des affameurs, qui pillent légalement les travailleurs. Ils s'arrangent pour maintenir les salaires le plus bas possible. Quand on les force à donner d'une main, de l'autre ils reprennent davantage.

Examinons la situation du Bâtiment, avant et après les accords de Grenelle (mai 68).

On considère une quinzaine (journée de 9 h). Soit une semaine de 54 h et 1 semaine de 45 h = 99 h heures supplémentaires : 1^{re} semaine, 8 h à 25 % = 2 h et 6 h à 50 % = 3 h 2^e semaine, 5 h à 25 % = 1 h 1/4

POUR L'OUVRIER, CELA SE TRADUIT PAR 105 h 1/4

Table comparing 'AVANT MAI' and 'APRES MAI' work conditions and pay for a worker. It shows a reduction in hours and an increase in pay from 303.00 F to 407.03 F.

Perte du manoeuvre en 1 quinzaine : 4,83 soit plus de 1 h 30 (1,6 %) O.Q. 2

Table comparing work conditions and pay for a worker before and after May 68, showing a net loss of 4.04 hours of work.

Les patrons, les bourgeois sont des voleurs. « Le pouvoir est au bout du fusil », Mao-Tsé-toung. (Le groupe rouge de combat des travailleurs révolutionnaires du bâtiment - Nancy.)

bavardages au sommet. Il nous faut transformer cette grève où chacune, démobilisée, reste chez elle, en grève active (où le maximum se déplacera pour préparer la lutte revendicative à Grandin).

L'action nous permettra de regrouper progressivement tous les éléments réellement actifs. Nous avons déjà enregistré un changement dans la composition du groupe. Le Comité se renforce. L'étape actuelle est de regrouper toutes les ouvrières décidées à préparer et organiser activement toutes les luttes qui doivent être menées à l'usine, regroupement qui doit se faire maintenant dans des formes organisationnelles nettes. Le Comité de Base doit être l'organisation des ouvrières actives capables d'entraîner à la lutte la majorité des ouvrières. La C.G.T. concentre tous ses efforts d'organisation en terminant tous ses tracts par la formule radotante « pour barrer la route aux prétentions patronales et gouvernementales, adhérez à la C.G.T. ». Nous, nous devons concentrer nos efforts d'organisation sur le regroupement de

toutes les ouvrières réellement actives. Il faut de plus diffuser largement notre plate-forme politique et revendicative. Chaque membre doit être capable de l'expliquer afin que par les discussions et la pratique nous puissions la corriger et l'enrichir. Enfin nous sommes à même maintenant et nous devons avoir notre journal pour élever constamment le niveau de conscience de la grande masse des ouvrières en liant nos luttes aux plus avancés des travailleurs de France et dans les autres pays du monde.

Quant aux formes organisationnelles nettes, elles sont simplement l'expression de notre responsabilité face à la majorité des ouvrières de l'usine. Sont membres ceux qui acceptent le devoir de participer activement à la préparation et l'organisation de toutes les luttes qui doivent être menées sur la base de la plate-forme, et le droit d'intervenir en assemblée générale sur l'orientation du Comité de Base.

Bilan présenté et adopté au cours de la première Assemblée Générale de base de Grandin (Montreuil).

J'accuse !

(suite de la page 8).

En face de la répression exercée par le pouvoir français contre les manifestations anti-impérialistes, nous avons adopté un style de manifestation secrète, éclair, répétée dans des lieux éloignés les uns des autres, déjouant ainsi le matraquage policier.

Nous avons clairement désigné aux masses certains de leurs ennemis les plus notoires, notamment le grand trust IBM qui a mis sa science au service de l'édification de la ligne Mc. Namara au Vietnam. A propos de la violence, la bourgeoisie et sa presse se déchainent contre les étudiants enragés. Contre les petits commerçants enragés, qui deux jours plus tard, ont cassés les vitrines des Monoprix à Bordeaux et à Lorient, c'est plus difficile ; parce que la bourgeoisie prétend à un idéal qui exclut toute violence aors que dans l'histoire, toute classe révolutionnaire ou contre-révolutionnaire a toujours acquis et maintenu son pouvoir par la violence. La bourgeoisie nous fait spécialement rire sur sa non-violence le 14 juillet où elle fête sa révolution. Le pouvoir veut nous lier les mains en nous interdisant les moyens de notre politique alors qu'il dispose de ses forces de répression et les augmente constamment.

Ne pouvant réprimer l'élargissement des luttes du peuple français, le pouvoir et sa police en sont réduits à monter de fausses inculpations de violence à agents comme contre moi ou notre camarade Jésus Infantes-Corrales et bien d'autres, ou à tirer comme sur le lycéen de Versailles ou encore à monter des provocations et des inculpations de violence à agent comme nos camarades de Nanterre face aux « appariteurs musclés, huissiers du rectorat, et agents du pouvoir ».

Mais cette fausse accusation correspond à un vrai besoin politique : c'est très exactement à l'exigence de la bourgeoisie, du pouvoir gaulliste, d'une répression accrue sur les militants révolutionnaires et les masses, répression qu'il est trop dangereux de présenter ouvertement comme politique, par exemple par des procès pour reconstitution de ligue dissoute ou en inculquant des dizaines de milliers de manifestants. Le pouvoir préfère des procès de droit commun sous couvert de fausses inculpations.

Ce type de répression est la marque éclatante de la faiblesse politique et idéologique de la bourgeoisie.

Mais le véritable procès ce n'est pas celui qui m'est fait actuellement : le véritable procès c'est celui que la classe dominante tient avant, pendant et après les sessions de ses tribunaux : c'est le procès du droit à la révolte. Il est mené à Citroën par les huissiers du patron, par la police dans la rue, par le système d'enseignement bourgeois à l'école et à l'université.

Toutes les classes révolutionnaires le subissent : la classe ouvrière et surtout sa partie composée de nos frères de classe étrangers : les petits paysans qui se voient déposséder de leurs moyens de survie, les employés, les étudiants.

Dans ce procès, il n'y a ni discussion sur les faits, ni compromis possible. Deux mondes ont deux drapeaux :

— la bourgeoisie à le sien : on a raison d'être exploité, raison d'être opprimé, raison pour nos frères immigrés d'être tolérés dans notre pays pour y accomplir les plus sales besognes et encore doivent-ils remercier humblement ; on a raison de massacrer le peuple vietnamien ou celui de Guadeloupe ;

— et nous avons notre drapeau, celui de la révolution sociale : « on a raison de se révolter », dit Mao Tsé-toung ; on a tout-à-fait raison de se mobiliser contre Nixon-la-Peste, on a tout-à-fait raison de ne plus tolérer, dans les usines, la dictature des contremaîtres et des huissiers du patron, on a tout-à-fait raison de ne plus continuellement souffrir d'être surveillés, exploités pour les ouvriers, opprimés pour toutes les masses populaires ; on a tout-à-fait raison de ne pas tendre la joue droite quand la bourgeoisie nous giffle la joue gauche ; on a tout-à-fait raison de lutter contre la répression par la violence et d'opposer la violence révolutionnaire à la violence contre-révolutionnaire.

On voit que ce procès-là n'est pas jugeable. Dans ce procès, l'accusation, c'est une poignée de gens, les gros, les patrons, leur état, leur Raymond Aron et la défense, ce sont les larges masses populaires, prolétariat en tête, l'immense majorité de la population française.

Que les étudiants se fendent à travers leurs luttes aux larges masses populaires, que celles-ci se débarrassent des traites du mouvement ouvrier, qu'elles engagent une lutte prolongée sans illusions pacifistes, et elles gagneront ce procès.

VIVE LA NOUVELLE PUSSEE REVOLUTIONNAIRE DES MASSES POPULAIRES!

VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE!

La lutte des Etudiants et Jeunes Travailleurs

Victoire pour "les 34"

Le 23 janvier, les étudiants de la Sorbonne occupaient le Rectorat pour protester contre les multiples formes de répression dans leur faculté. 34 parmi eux furent exclus de l'Université de Paris sur décision du Recteur, agissant avec les pleins pouvoirs que lui confère le décret de caractère franquiste du 13 décembre.

Le Conseil supérieur de l'Education Nationale vient de casser cette décision arbitraire en acquittant 8 étudiants et en n'infligeant qu'une réprimande au 26 autres (qui avaient optés pour une défense collective et politique). Les 34 sont réintégrés.

C'est un recul flagrant du pouvoir. La raison en est la mobilisation constante des étudiants de toutes les facultés, leur vigilance et leur riposte massive lors du départ à l'armée de leurs camarades. La raison en est la fermeté des avocats qui ont su faire du prétoire une tribune militante et retourner leur défense en accusation.

Le pouvoir recule lorsque le rapport de force ne lui est pas favorable. La seule manière de conserver l'acquis actuel est de rester mobilisés et de répondre du tac au tac à toutes ses provocations.

Dans l'immédiat les étudiants exigent :

- L'abolition du décret du 13 décembre.
- Le retour immédiat à la vie civile de leurs 14 camarades appelés sous les drapeaux, pour qu'ils poursuivent leurs études.

LA LUTTE CONTINUE !

COURBEVOIE : Une MJC en péril

(extrait de « La Lutte Continue » journal du Comité d'Action de Courbevoie N° 1).

La répression contre tout foyer où risquerait de régner la liberté d'expression s'exerce, comme partout, à Courbevoie, et un des faits les plus significatifs est la tentative de mise au pas de la Maison des Jeunes et de la Culture de Courbevoie par la mairie réactionnaire.

Pour M. Deprez, la Maison des jeunes doit disparaître et être remplacée par une Maison municipale de Courbevoie étroitement contrôlée par la mairie.

Pourquoi cela ? Parce que des débats libres et ouverts à toutes la population de Courbevoie ont été organisés durant le mois de Mai 1968 par la Maison des Jeunes sur les événements (et bien entendu le mouvement de luttes populaires y a été chaleureusement soutenu par de nombreux participants). Parce que « Tribune Libre », journal de la M.J.C., avait ouvert ses colonnes, parmi de nombreuses lettres, à des jeunes qui dénonçaient le régime gaulliste et le maire de Courbevoie. Parce que de nombreux jeunes de Courbevoie trouvaient dans la Maison des Jeunes un endroit où ils pouvaient s'exprimer.

C'était trop pour Monsieur Deprez : la Maison des Jeunes, pour lui, doit disparaître. Il va même jusqu'à lui reprocher d'avoir organisé une soirée avec un chanteur !...

Conformément à la politique générale du Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports qui veut mettre au pas toutes les maisons de jeunes, M. Deprez fait tout pour étouffer la M.J.C. et l'empêcher de survivre. Depuis l'été dernier, les tracasseries et les pressions diverses furent multiples : envoi d'un huissier pour constater l'abattement d'une cloison de la cave déclarée contraire au bail, inventaire du mobilier considéré par la Mairie comme lui appartenant, etc... Puis, le maire a fait savoir que la Municipalité ne renouvelerait pas le bail à la M.J.C. appartenant à la Fédération des Maisons de Jeunes à son expiration (le 1^{er} janvier 1972), mais la transformerait en Maison municipale. Puis la subvention municipale a été brusquement coupée dans le but de placer la M.J.C. dans une situation financière insurmontable. Puis, la Mairie a prétendu faire prévaloir ses droits sur deux des trois bâtiments de la M.J.C.. Le maire veut aller vite et faire mourir tout de suite la Maison des Jeunes !

Défendons la liberté d'expression et de discussion politique dans les Maisons des Jeunes !

Défendons la Maison des Jeunes de Courbevoie indépendante de la Municipalité !

La police contre les lycéens

Au lycée de Massy, à l'occasion d'une diffusion de tracts, lundi matin 10 Mars, appelant à un meeting de soutien à un élève d'un lycée technique menacé d'exclusion, des heurts ont opposé des militants progressistes à des provocateurs fascistes qui prétendaient empêcher par la force la liberté d'expression.

L'un de nos camarade a été violemment pris à parti par l'un deux, qui l'a injurié et frappé. La riposte a été prompte, vigoureuse et efficace : le provocateur s'est retrouvé à l'hôpital.

Sans attendre, la police a entrepris d'intimider la mère de notre camarade, affaiblie par une longue maladie, en lui annonçant qu'elle viendrait interroger son fils à domicile. En fait, dès 20 heures, deux inspecteurs se présentent, et sans montrer de mandat d'amener, ni donner aucune explication aux parents, force notre camarade à les suivre au commissariat.

Mardi après-midi, on le fait comparaitre devant le juge d'enfant, sans lui permettre de revoir sa mère, avec contre lui trois

témoins à charge, aucun des témoins à décharge, pourtant nombreux, n'avaient été convoqués...

Le soir même, notre camarade était incarcéré au centre des jeunes délinquants de Fleury Mérogis.

Ces faits montrent, une fois de plus, comme au procès de Bordeaux où la magistrature a servi d'instrument pour diviser les jeunes travailleurs et la jeunesse intellectuelle, que lorsqu'il s'agit de frapper des militants progressistes, la justice n'attend pas et ne s'embarrasse pas de scrupules.

On prétend que les lois sont faites pour protéger les citoyens contre l'arbitraire : en réalité, elles sont faites pour maintenir la domination de l'ordre bourgeois, comme on le voit dès qu'un inculpé a le « tort » d'avoir choisi la cause du peuple.

Notre camarade poursuit une grève de la faim. Il est urgent qu'un vaste mouvement de solidarité s'organise.

(Tract diffusé au lycée de Massy)

Coup de balai à Censier

Dans l'après-midi du 10 mars, une quarantaine de membres de l'U.E.C. (après s'être regroupés dans les différentes facultés) ont attaqué en commandos, encadrés de « permanents musclés du P.C.F. », les stands des groupes révolutionnaires de Censier.

Cette attaque fut appuyée d'« arguments politiques frappants » chaises, tabourets, etc..

Le prétexte était que certains groupes les avaient empêchés de distribuer un tract pour le « renouveau de l'U.N.E.F. ».

Face aux injures et aux calomnies, nos

camarades tous unis ont répondu par des mots d'ordre, tels que : « P.C.F. Trahison » et « A bas le révisionnisme ».

Le lendemain, s'étant organisés différemment, nos camarades purent tenir leurs stands.

Tous les membres de l'U.E.C. qui se présentèrent furent impitoyablement balayés.

« Là où le balai ne passe pas, la poussière ne s'en va pas d'elle-même ». (Mao Tse Toung).

Un correspondant étudiant.

GRÈVE DANS LES COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Un mouvement de grève s'est déclenché dans le courant de la semaine dernière dans plusieurs C.E.T. de Tours et de la région du centre (Châteauroux). Il est significatif que le mouvement revendicatif de la jeunesse écolière se développe en ce moment dans la technique, secteur laissé dans un état de scandaleux sous-développement. En mai, très peu de C.E.T. ont bougé. Or, en ce moment de crise latente ou effective, les élèves du technique, surtout ceux de la métallurgie, se rendent de plus en plus clairement compte que le chômage des jeunes est un des problèmes les plus graves à l'heure actuelle et que la valeur des C.A.P. qu'ils préparent n'est guère reconnue sur le marché du travail. Autant de facteurs majeurs qui provoquent les premiers mouvements de grève, notamment au C.E.T. de Saint-Pierre-des-Corps, au C.E.T. François-Clouet, etc. Le mouvement s'est ensuite étendu aux C.E.T. Bayet (Bd Preuilly) et G. Eiffel (St-Symphorien), puis Grammont.

L'exemple du C.E.T. Bayet est révélateur de l'extrême sens de la responsabilité dont on fait preuve les élèves grévistes. Un comité de grève a été mis en place pour organiser les débats et élaborer une plate-forme revendicative, et, parallèlement un comité de discipline a eu pour tâche d'encadrer la masse des élèves afin d'éviter tout débordement qui aurait pu donner des armes à l'administration pour réprimer la grève.

Un certain nombre de revendications ont été consignées dans un cahier, commun, quant au contenu, à tous les C.E.T. de Tours et envoyé au rectorat. Le délai donné pour réception de la reprise concernant ces revendications a été fixé au 14 mars. Si la réponse ne vient pas, ou si elle ne répond que très partiellement aux demandes formulées les élèves se ré-

servent le droit, et en liaison cette fois avec tous les C.E.T. de France déjà contactés ou en train de l'être, d'impulser un mouvement de grève général. Du fait de cette attente les C.E.T. de Saint-Pierre, de Bayet et de Saint-Symphorien ont repris le travail. Mais les élèves continuent à avoir des réunions et des contacts avec les C.E.T. de Tours pour réfléchir plus profondément aux événements vécus et aux problèmes généraux les concernant. Il est à noter que l'administration a tenté par tous les moyens, menaces, pressions et même menaces d'étouffer le mouvement. Les élèves ont eu devant ces manigances honteuses un comportement extrêmement ferme et n'ont jamais plié devant les rugissements de l'« Autorité ». Belle expérience qu'ils ne sont pas prêts d'oublier.

Un tract diffusé par le comité de grève pose des revendications matérielles.

Il demande la garantie de l'emploi à tous les jeunes venant d'obtenir leur C.A.P. mais ne porte pas l'exigence suivante (formulée cependant dans d'autres textes) : droit de libre réunion et droit à la libre information syndicale, professionnelle et politique. C'est là en effet le point central, s'ils n'obtiennent pas au moins cela ils auront de grandes difficultés à s'organiser et à continuer la lutte pour d'autres objectifs fondamentaux. Surtout, il leur sera plus difficile de tirer les leçons de cette grève et qui n'en est qu'à son premier stade et de hausser leur niveau de conscience, jusqu'à une prise de position directement politique cette fois. Pour cela il faut disposer de livres, de journaux, etc. que l'administration « laïque et républicaine » se refuse toujours à accorder. Cette liberté fondamentale se gagne par la lutte ! Il faut continuer Mai.

Correspondant Touraine Rouge.



Victoire des Lycéens de Gonesse

Le lundi 10 mars, des élèves du second cycle commencent une grève des cours pour obtenir :

- un budget pour leur foyer culturel;
- la liberté d'expression;
- la suppression des châtiments corporels dans les classes du premier cycle.

Mardi 11, ils sont rejoints par l'ensemble des élèves des deux cycles et soutenus par les professeurs. Participation massive

aux manifestations de la journée nationale à Gonesse et à la République permettant aux grévistes de se souder et de s'expliquer à la population.

Mercredi, jeudi et vendredi : Assemblées générales et organisation en commission élèves-professeurs. Discussion avec les parents d'élèves.

Samedi, l'Administration cède sur tous les points grâce à l'unité des étudiants et des professeurs.

DÉCLARATION POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE (MARXISTE-LÉNINISTE)

La proclamation, le 24 janvier dernier, de l'état d'« exception » par le gouvernement militaro-fasciste pro-américain de Franco, n'est qu'une grosse manœuvre destinée à assurer et à garantir la continuité sans faille du régime despotique des généraux, financiers et propriétaires fonciers, régime paré d'une façade monarchique. En fait l'état d'« exception » est une machination visant à intimider et effrayer les masses populaires. Ce prétendu état d'« exception » n'est rien d'autre que la situation « normale » qui existe en Espagne depuis 30 ans. Rien d'important ne change pour le peuple avec ou sans état d'« exception ». Depuis trente ans, avec ou sans état d'« exception », le peuple espagnol est ligoté, baillonné et réprimé, les partis d'opposition sont hors-la-loi, la presse anti-franquiste est interdite et sa diffusion persécutée, les mouvements populaires sont brutalement réprimés, la police contrôle, arrête, torture à volonté et perpétue d'innombrables arbitraires et injustices.

Le développement, ces dernières années, des luttes populaires de la classe ouvrière, des étudiants révolutionnaires et des autres couches anti-oligarchiques et patriotes, ont abouti au fait que les dissensions et rivalités au sein même de l'oligarchie se sont aiguës.

La proclamation de l'état d'« exception » a révélé l'intention de la camarilla militariste, des hauts chefs de l'armée secondés par les phalangistes, d'imposer comme successeur leur marionnette, Juan Carlos, en tant que continuateur inconditionnel du régime franquiste, et de réduire au silence les autres secteurs de l'oligarchie pro-américaine au pouvoir (l'Opus, les juanistes et les vaticanistes), secteurs qui étaient partisans d'une manœuvre néo-franquiste revêtue d'un masque plus « démocratique ».

D'autre part, cette situation révèle au grand

jour la banqueroute de la politique carilliste de « réconciliation nationale », ainsi que l'échec des espérances entretenues par l'équipe traîtresse révisionniste de Carrillo-Ibarruri dans les secteurs « évolutionnistes » de l'oligarchie. Quoique ces secteurs, commandés par l'Opus et mus par leurs intérêts particuliers, s'efforceront sans doute toujours d'imposer leur point de vue et d'obtenir une plus grande participation dans l'appareil et dans le budget de l'état, ils continuent en fait, et continueront à participer au gouvernement fasciste dirigé par la camarilla militaire, gouvernement dont ils demeurent un des principaux piliers, se rendant ainsi responsables des horreurs et atrocités de la dictature.

Devant la mise en évidence de l'échec de sa politique et de la fausseté des mensonges sur lesquels elle est fondée, l'équipe de Carrillo-Ibarruri n'a pas trouvé d'autre issue que faire croire aux masses que la proclamation de l'état d'« exception » arrachait au peuple espagnol des droits dont, selon eux, il commençait à jouir. Ainsi les révisionnistes tentent-ils d'endormir les larges couches du peuple et de faire dévier momentanément leur lutte. Ils s'obstinent à placer leurs espérances dans les secteurs « évolutionnistes » du régime et du gouvernement, avec ceux qui, en définitif, se font les apologistes du néo-franquisme et ses complices.

Il est nécessaire d'insister sur le fait que pendant les trois mois de mise en vigueur de l'état d'« exception », la prorogation des infâmes pactes yankees-franquistes est prévue. Etant donné le degré toujours plus élevé de conscience patriotique et anti-yankee du prolétariat et des autres couches opprimées (et cela malgré la trahison révisionniste), le franquisme tient à maintenir la « vente » de notre pays aux nords-américains. Ainsi notre peuple n'est pas seulement tenu en esclavage sous sa botte militaire, mais aussi (c'est

son désir) effrayé par les menaces et les campagnes de répression particulièrement féroces, comme celles lancées le 24 janvier par le nazi-phalangiste pro-américain Fraga Iribarne. Mais, ces bourreaux et leurs complices se trompent de plus en plus : le peuple espagnol ne s'est jamais soumis passivement au joug franquiste, il n'a jamais accepté docilement la domination yankee sur l'Espagne, et il continuera à lutter pour sa libération, chaque jour avec plus de force et plus d'enthousiasme révolutionnaire. Personne ne doit se laisser effrayer par les menaces de la réaction ; il est nécessaire de garder la tête froide et d'envisager les problèmes avec lucidité. De fait, rien d'essentiel n'a changé, car le peuple n'a jamais cessé de souffrir de la terreur franquiste, ni n'a bénéficié d'aucun droit. C'est seulement par le renversement de la dictature que le peuple conquerra ses droits.

Madrid, le 27 janvier 1969.



« En fin de compte le régime socialiste se substituera au régime capitaliste ; c'est une loi objective, indépendante de la volonté humaine. Quels que soient les efforts des réactionnaires pour freiner la roue de l'histoire dans son mouvement en avant, la révolution éclatera tôt ou tard et sera nécessairement victorieuse. »

MAO TSE-TOUNG (6 novembre 1957.)

L'Asie des Tempêtes

LA LUTTE ARMÉE POPULAIRE SE DEVELOPPE

La lutte armée populaire se développe malgré la collusion contre-révolutionnaire des Etats-Unis et de l'U.R.S.S.

L'Asie du Sud-Est est la région du monde la plus peuplée (vallées de l'Inde, du Pakistan oriental, de la péninsule indochinoise et de la Chine du Sud, îles de Java et du Japon, etc...). C'est aussi la zone du monde où les maillons de la chaîne d'oppression impérialiste sont les plus faibles, et les luttes armées anti-impérialistes les plus développées, avec celle, à l'autre bout de l'Asie, du peuple héroïque de Palestine occupée.

LE BASTION ROUGE

Au centre politique de cette région, rayonne la Chine Populaire, le bastion rouge de tous les peuples, où les dizaines de millions de révolutionnaires de la glorieuse Armée Populaire de Libération font face à toute tentative d'invasion de Tchchang-kai-tchek, des Américains ou aujourd'hui des révisionnistes soviétiques. C'est en particulier la base rouge de tous les peuples sur le plan idéologique, depuis que la victoire, en cours, de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne a mis partout la pensée de Mao Tsé-toung aux postes de commande.

Au Vietnam du Nord et en Corée du Nord, le régime socialiste mobilise aussi le peuple contre les permanentes agressions impérialistes américaines, tandis qu'au Vietnam du Sud, les Forces Armées Populaires de Libération sont aux premiers rangs héroïques de la lutte armée anti-américaine, et boutent 500.000 agresseurs yankees.

LA GUERRE DU PEUPLE

La guerre du peuple, qui est à son plus haut niveau au Vietnam, est, au Laos voisin, ainsi que dans la lointaine Palestine occupée, dans une phase d'essor sans précédent.

Quelques soient les très grandes différences de peuplement, de climat, de terrain et de l'histoire politique, dans ces trois pays la pensée stratégique et tactique de Mao Tsé-toung inspire les organisations révolutionnaires des fronts unis, qui dirigent notamment le glorieux F.N.L., le Neo Lao Haksat, et en Palestine, El Fath et le F.D.P.L.P.

Quelques soient ces difficultés et péripéties, la pensée de Mao Tsé-toung, forgée par des dizaines d'années de luttes révolutionnaires du peuple chinois et l'assimilation créatrice des principes fondamentaux du marxisme-léninisme, la pensée de Mao Tsé-toung est la « bombe atomique morale » des guerilleros.

Elle guide les révolutionnaires vers la victoire.

En Palestine par exemple, depuis la victoire historique de Karamé, le mythe de l'invincibilité d'Israël est détruit. Le 21 mars 1968, il y a un an, c'est un bataillon de l'armée sioniste entier qui refuse le combat, cependant que les guerilleros palestiniens attaquent audacieusement et jusqu'à l'arme blanche, les sionistes apeurés. Depuis lors les sionistes n'osent plus faire franchir le Jourdain à leur infanterie, et pratiquent « l'escalade » de la guerre aérienne pirate, dont on a vu de Londres (1940), à Moscou (1941) et au Vietnam (1961-68) les résultats... :

Au Laos, l'arrêt actuel des bombardements yankees sur la République Démocratique du Vietnam, a entraîné une recrudescence énorme des bombardements de terreur des avions pirates U.S. sur les zones libres Laos : mais cela n'a pas empêché non plus un développement très important de la lutte armée lao contre la droite, encore au pouvoir, avec l'appui américain. Du 1^{er} au 5 mars, par exemple, les forces du Neo Lao Haksat ont conquis et libéré une importante base

ennemie, Nakhang, dans la province de Sam Neua, mettant plus de cinquante ennemis hors de combat et abattant neuf avions.

Le Laos est déjà libéré à plus des deux tiers, mais dans les pays voisins : Thaïlande, Birmanie, Malaisie, des bases rouges existent aussi, ainsi qu'en Inde, au Kalimantan du Nord, Bornéo, Java (Indonésie).

Aux Philippines, au Japon, en Corée du Sud et jusque dans Hong-kong et sur le « porte-avions » américain de Tchchang-Kai-tchek à Taiwan, provinces chinoises occupées, des luttes politiques extrêmement violentes se développent.

Depuis plusieurs années, l'ensemble de ces luttes et au premier rang celle du F.N.L., ont déjà conduit à un fiasco de fait le pacte agressif impérialiste de l'O.T.A.S.E. Celui-ci a été progressivement remplacé par l'entente impérialiste entre les U.S.A. et l'U.R.S.S., notamment à Glassboro. En gros, les deux complices se sont partagés le travail politique et militaire comme

suit : Aux Etats-Unis la façade océanique de l'Asie du Sud-Est (Corée du Sud, Japon, Taïwan, Vietnam du Sud, Indonésie, Thaïlande, etc.). Aux Russes la façade continentale : les frontières chinoises avec l'Inde, la Mongolie et l'U.R.S.S. Ainsi l'encerclément est-il complet.

Cela ne veut pas dire pour autant que les forces impérialistes d'agression, ainsi rassemblées, forces anti-communistes, puissent réaliser une prise en « tenaille » de l'Asie des tempêtes. CAR LA GUERRE DU PEUPLE EST INVINCIBLE !

« Si les groupes de capitalistes monopoliseurs américains persistent dans leur politique d'agression et de guerre, le jour viendra inévitablement où ils seront pendus par tous les peuples du monde. Le même sort attend les complices des Etats-Unis. »

Mao Tsé-toung

(Allocution à la Conférence suprême d'Etat, 8 sept. 1958).

ABONNEMENT A L'HUMANITE-ROUGE

Abonnement ordinaire

6 mois 20 F

1 an 40 F

Abonnement de soutien

40 F

80 F

Nom

Prénom

Adresse

Boite Postale 134 - Paris - 20^e

C.C.P. 30226-72, LA SOURCE

Imprimerie N.P.P. - Paris (20^e)

Le gérant responsable : M. DURAND.

Commission Paritaire n° 47.291 des Papiers de Presse.

Distribué par les N.M.P.P., 111, rue Réaumur, PARIS (2^e).

Dépôt légal, 1^{er} trimestre 1969.

LE PEUPLE DE MAI FÊTE L'ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS

Le 18 mars 1871, après des dizaines d'années d'une lourde oppression capitaliste, aggravée par la dictature personnelle de NAPOLEON III, après l'humiliation d'une défaite militaire que la bourgeoisie voulait lui faire payer, le peuple de Paris s'insurgeait. La garde nationale, appuyée par les ouvriers, les artisans et les intellectuels révolutionnaires de la capitale, faisait s'enfuir à Versailles le gouvernement réactionnaire de THIERS. Le peuple en armes allait prendre le pouvoir politique et établir une première forme de dictature du prolétariat, une première forme de société socialiste.

La Commune ne fut pas victorieuse, elle ne put se maintenir que deux mois. Mais elle ne fut pas pour autant un échec. Elle porta et porte jusqu'à aujourd'hui ses fruits. MARX, ENGELS, LENINE, MAO TSE-TOUNG, les grands théoriciens marxistes, l'analysèrent et précisèrent, à partir de ses leçons, les grands principes de la Révolution prolétarienne. Ceux qui les trahirent (les réformistes de la II^e Internationale, les révisionnistes d'aujourd'hui) furent incapables de conduire les masses à la victoire. Mais pour ceux qui les comprirent, pour les prolétariats russe et chinois particulièrement, la Commune fut une expérience inestimable. Elle le reste pour tous les peuples.

Près d'un an après la « tempête de mai », qui rappela à plusieurs égards la lutte des communards, l'anniversaire que nous fêtons aujourd'hui prend une signification toute particulière. Mai a connu des succès semblables et aussi les mêmes erreurs. Pendant deux mois les travailleurs et les intellectuels révolutionnaires français se sont sentis, plus que jamais, les héritiers de la Commune. Plus que jamais ils doivent donc aujourd'hui l'étudier et profiter de ses leçons.

Il y en a de capitales.

LE POUVOIR D'ETAT

Le peuple, dirigé par le prolétariat, doit, pour se libérer de la bourgeoisie, prendre d'abord le pouvoir politique, s'emparer de l'appareil d'Etat. Celui-ci représente les moyens de répression directe (l'armée, la police, la justice...), de contrôle général (l'administration, la banque centrale...), de propagande (la télévision...). Tant que la totalité ou une partie de cet appareil demeure entre les mains de la bourgeoisie, celle-ci à la possibilité de riposter. THIERS comme DE GAULLE, par exemple, avaient conservé l'armée.

Pour oser toucher à l'appareil d'Etat, il faut avoir une conscience claire de sa nature. Il n'est pas un phénomène au-dessus des classes. Il est l'outil de la classe dominante. Le respecter c'est se perdre, c'est laisser ses armes à l'adversaire. Les communards, par exemple, n'ont pas osé s'emparer de la Banque de France.

Mais il ne suffit pas de récupérer l'appareil d'Etat, il faut le détruire car il est corrompu et le reconstruire pour le retourner contre la bourgeoisie. « L'idée de MARX, dit

LENINE, est que la classe ouvrière doit briser, démolir, la machine d'Etat toute prête et ne pas se borner à une simple prise de possession ». Cela les communards ne l'ont fait qu'en partie. En mai nous en étions encore loin.

LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE

Car on ne peut s'emparer de l'Etat et le briser que par la violence. Il est lui-même la violence : comment peut-on imaginer qu'il se laisserait investir pacifiquement ? C'est sur ce point que porte la trahison la plus grave du marxisme-léninisme par le P.C.F. LENINE accusait les réformistes de son temps de choisir la voie parlementaire pour accéder au pouvoir. On sait que ceux qui adoptent cette solution sont déjà gagnés à la bourgeoisie et qu'ils ne la gênent en rien lorsqu'ils arrivent, tel Guy MOLLET, à la tête du gouvernement. Aujourd'hui, MAO TSE-TOUNG rappelle à ceux qui peuvent se laisser tromper par des propositions de « démocratie véritable ou avancée » que « le pouvoir est au bout du fusil », qu'à la « violence réactionnaire » constante de la bourgeoisie on ne peut qu'opposer la « violence révolutionnaire ». C'est une évidence qu'ont comprise spontanément aussi bien les communards que le peuple de mai.

LE FRONT UNI

Pour gagner la victoire, le peuple doit être uni. Toutes les classes et toutes les couches opprimées par le capital doivent former un front uni autour de la plus résolue d'entre elles, la classe ouvrière. Une première liaison fut établie entre les ouvriers et les intellectuels en 1871 comme en 1968. Mais la bourgeoisie veille à rendre l'alliance de classe la plus difficile possible, en coupant notamment le prolétariat des villes de la paysannerie. Toute la politique « versaillaise » de THIERS visait à ceci. Isolant Paris du reste du pays, il recruta chez les petits paysans, ignorant les faits, une armée suffisamment forte pour écraser la commune. Toute la politique de la bourgeoisie française depuis un siècle repose sur le même principe. DE GAULLE joue constamment de cette carte. Les élections-trahison de juin furent entre autre le vote des campagnes mal informées contre une partie des villes. C'est pourquoi la liaison ouvriers-paysans est particulièrement à l'ordre du jour.

LE PARTI PROLETARIEN

Pour diriger le front uni il faut un parti prolétarien centralisé, ferme sur les principes et dans son organisation. On ne peut conduire une révolution avec une armada de groupes hétéroclites, divisés, opposés sur la tactique et la stratégie. L'accepter c'est affaiblir le peuple. C'est ce qui

arriva pendant la Commune. Son Comité Central passa un temps incalculable à siéger pour que s'y mettent d'accord les marxistes, les proudhoniens, les blanquistes, les néo-jacobins et les indépendants. En mai, on assista à un phénomène semblable. Il est significatif d'ailleurs de la crise idéologique actuelle créée par le révisionnisme moderne, significatif aussi d'un nouveau départ. Aussi est-il temps de renforcer l'avant garde marxiste-léniniste authentique, celle qui se révèle, par ses textes comme par ses actes, la plus capable d'unir le peuple autour d'elle.

LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE

Une direction juste s'accompagne d'une large démocratie. La bonne méthode de direction, nous enseigne MAO TSE-TOUNG, consiste à « recueillir les idées des masses, les concentrer et les porter à nouveau aux masses, afin qu'elles les appliquent fermement ». Il faut donc que les masses s'expriment largement. C'est une caractéristique de la vie sous de la Commune comme au mois de mai, encore qu'elle pouvait rester formelle si aucun parti ne systématisait l'expression des masses. De plus, la démocratie prolétarienne ne se borne pas à des débats publics. Elle implique aussi la « participation » révolutionnaire des masses au pouvoir politique. La Commune en fut le plus remarquable exemple. Tous les cadres étaient élus par la base, contrôlés constamment par elle dans leur travail et au cours de séances d'explication, révocables à tout moment par elle. Ce principe est aujourd'hui repris, généralisé et popularisé par la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne chinoise.

L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

Enfin, ce qui frappe dans la Commune comme dans le mouvement de mai, c'est leur esprit internationaliste. A ces deux moments, le mouvement révolutionnaire français a compté dans ses rangs des militants et même des dirigeants immigrés. Il ne faisait que rejoindre en cela l'internationalisme prolétarien « dans les actes », pratiqué par les révolutionnaires russes, chinois, allemands, espagnols... C'est dire à quel point était tristement ridicule l'obstination des révisionnistes à s'accrocher à leur drapeau tricolore, le drapeau des « versaillais », de la bourgeoisie. Le drapeau rouge, le symbole sacré des communards, l'emblème du prolétariat mondial a fait le tour de la terre et a repris, auprès du peuple français, la place qui lui revient de droit. Il ne la quittera plus !

VIVE LES HERITIERS DE LA COMMUNE !
QU'ILS S'ORGANISENT ET S'UNIFIENT
IDEOLOGIQUEMENT !
L'AVENIR LEUR APPARTIENT !



VIVE L'ESPRIT DE LA COMMUNE DE PARIS !



Déclaration de notre camarade
Charles MASSE, étudiant à Nanterre,
à son procès, le lundi 17 mars 1969.

— J'ACCUSE ! —

(Inculpé sous un prétexte fallacieux, MASSE n'a pas eu de peine à faire éclater la vérité. Comme au procès des 34 occupants du Recto-rat, le régime a été obligé de reculer. MASSE a été condamné à 15 jours de prison avec sursis et 200 francs d'amende.)

J'ai été arrêté rue Tronchet, à 500 mètres de la manifestation de l'Opéra contre la venue de Nixon. A cet endroit, d'un car de police, sont descendus deux policiers qui, pour m'avoir vu à l'Opéra, m'ont poursuivi et arrêté lorsque je suis tombé.

La police a cherché tout d'abord à me faire inculper de bris de clôture et tentative d'incendie volontaire. Et, pour me faire juger sur ces motifs en flagrant délit, mes accusateurs policiers ont même prétendu qu'ils m'avaient poursuivi sans interruption depuis l'Opéra. Malheureusement pour eux, ils ne purent persévérer dans cette accusation : l'absence de preuves, la confusion de leurs déclarations, les obligèrent à abandonner ce chef d'inculpation. C'est pourquoi, je suis inculpé aujourd'hui uniquement pour « violence à agent », ce qui est d'usage, et ce que deux policiers n'ont nulle peine à invoquer. Etant à terre au moment de mon arrestation, j'affirme avoir été dans l'impossibilité matérielle de leur porter des coups : je nie donc les faits qui me sont reprochés.

J'ai été libéré alors que nos deux camarades restés détenus. Nous ne nous laisserons pas diviser, comme au procès de Bordeaux les camarades ouvriers à qui l'on a fait dire que les étudiants les avaient abandonnés. Je suis solidaire de mes camarades ; si vous estimez que l'un

devrait être libéré, je pense que tous devraient être libres.

En fait, quel est le fondement de mon inculpation ?

— C'est la haine du pouvoir français contre ceux qui manifestent leur anti-impérialisme, leur soutien aux peuples opprimés.

— C'est la complicité entre l'impérialisme français et l'impérialisme U.S. devant la montée des luttes populaires.

— C'est, dans mon cas, ma participation à une manifestation contre la venue de Nixon, chef de file de l'impérialisme américain qui pille et opprime les peuples du monde dans l'intérêt des monopoles U.S. Face à cette exploitation honteuse, les peuples du monde se révoltent, ils se lèvent les armes à la main avec à leur tête le peuple vietnamien qui mène son offensive généralisée et avance vers la victoire finale contre l'impérialisme et ses complices. Il est de notre devoir, militants révolutionnaires des pays capitalistes avancés de soutenir la lutte de libération des peuples du monde qui portant des coups toujours plus sévères à la bourgeoisie de notre propre pays, fait ainsi avancer la lutte de notre peuple vers la victoire, vers le socialisme libérateur.

(Suite page 5).